

Direction de la communication

À Mâcon, le lundi 20 février 2012

## **Fermeture de classes : la colère des parents, le mépris du Gouvernement**

Alors que les chiffres du chômage sont catastrophiques et que nous avons, plus que jamais, besoin d'une génération de travailleurs de mieux en mieux formés, le Gouvernement met en œuvre un véritable plan social au sein de l'Éducation nationale.

À la rentrée de septembre, 36 classes primaires et maternelles seront fermées dans notre département. Il convient d'ajouter à ces mesures la suppression de 14 postes d'enseignants Rased qui ont pour mission de fournir des aides spécialisées aux élèves du primaire en difficulté, la suppression des brigades de remplacement, ce qui porte à 76 le nombre de suppressions de postes.

Des mesures semblables ont malheureusement été prises dans les collèges, ainsi que dans les lycées, où la dotation horaire diminue quand les effectifs augmentent.

En raison des élections présidentielles et législatives qui auront lieu dans quelques semaines, j'ai formellement demandé au préfet de prendre une mesure de blocage provisoire de ces décisions qui pourront faire l'objet d'une nouvelle concertation et de directives sensiblement différentes selon les résultats des 6 mai et 17 juin prochains. Ces modifications, applicables à la rentrée de septembre, seront rendues possibles par le vote d'une loi de finance rectificative.

Je proteste solennellement contre les méthodes employées pour annuler la décision de fermeture d'une classe du RPI La Chaux / La Chapelle-Saint-Sauveur. Cet arrangement politique entre élus de l'UMP et les instructions données au plus haut niveau de l'État ont été traitées en dehors du préfet, de l'inspecteur d'académie, et dans le mépris le plus complet du conseil départemental de l'Éducation nationale où siègent les parents d'élèves, les enseignants, les élus et les représentants de l'État.

Chacun a pu constater, ce matin même, dans quelle estime les élus de l'UMP tiennent le CDEN où aucun d'entre eux n'a daigné venir siéger.

Avec les conseillers généraux de la majorité départementale, je tiens à renouveler tout mon soutien aux parents, aux enseignants, aux élus des communes de notre département, en demandant publiquement la mise en place d'un moratoire immédiat sur les suppressions de poste et les fermetures de classe.

Il en va de la qualité de notre service public et de l'égalité des chances pour nos enfants.

Arnaud MONTEBOURG